

**PERSPECTIVES
TUNISIENNES
Groupe
d'études
et
d'Action
Socialiste**

Prix : 1,50 F

Pour toute correspondance :
La vieille taupe, pour « Perspectives »
Librairie
1, rue des Fossés-Saint-Jacques, Paris-5°

**TROIS
DOCUMENTS
FONDAMENTAUX**

SOMMAIRE

- Au lecteur 2
- **Appel du Groupe d'Etudes et d'Action Socialiste Tunisien (Perspectives)** 2
- Les journées du 10 et 11 janvier à l'Université 3
- Des Américains courageux 4
- Bourguiba Junior, Agent de la C.I.A. ? 4
- Interviews et témoignages 5
- **De victoire en victoire : Déclaration du G.E.A.S.T. du 29/1/68** 6
- La lutte s'élargit 8
- La nature actuelle de l'impérialisme américain en Tunisie 9
- Vietnam 13
- **Unissons-nous pour abattre tous les réactionnaires** 14
- A propos du départ de Mestiri 15
- Mestiri et le courage 17
- Information ou déformation ? 18
- Encore ce Ministère de l'Education Nationale 18
- Solidarité avec les étudiants algériens 19
- Poèmes d'étudiants 20

Au lecteur,

Comme l'annonce notre première page, ce numéro de Perspectives contient trois documents fondamentaux, qui feront date dans l'histoire de notre mouvement : l'appel de notre Groupe du 4 janvier, notre déclaration du 29 janvier tirant les leçons du déroulement des deux journées du 10 et 11 janvier, enfin notre communiqué du 30 janvier à propos de la démission de Mestiri.

Ces documents sont fondamentaux à plusieurs égards :

— Tout d'abord parce qu'ils ont été réalisés et diffusés à partir de Tunis, démontrant définitivement que notre Groupe, loin d'être constitué de « dénigriers installés dans les cafés du Quartier Latin » a solidement pris racine dans le pays même, et est devenu capable d'organiser et d'assumer tout son travail sur place. Cette installation dans le pays et les capacités d'organisation qu'elle exprime démentent tous les commentaires optimistes du gouvernement tunisien et de ses « amis » selon lesquels il n'y aurait pas, à Tunis, plus qu'un « malaise » chez les étudiants. Il est maintenant clair qu'il y a une opposition révolutionnaire organisée, et c'est notre Groupe.

— Ensuite, et ce n'est pas le moins important, ils montrent que nous sommes capables de réagir à une situation du tac au tac et que nous pouvons même, dans certains domaines, prendre l'initiative et décider à l'avance d'organiser une action précise : ainsi en a-t-il été pour ce qui concerne la visite de Humphrey, objet de notre premier appel qui a été couronné de succès. Nous sommes donc passés du stade « Groupe d'Etudes » où nous étions surtout capables d'analyser des situations, généralement après coup, à celui d'une organisation politique vivante, intervenant activement dans la situation, bref d'une force politique réelle, même si elle est à ses débuts.

— De plus, le contenu de ces documents, et plus particulièrement le second, indique le niveau de maturité politique auquel nous sommes parvenus : notre Groupe n'est plus, comme pouvaient le laisser entendre jusque dans des numéros récents de notre journal, une opposition DEMOCRATIQUE et intellectuelle, il est déjà une organisation marxiste léniniste, un embryon de parti prolétarien, capable de situer

les luttes qu'il engage dans une perspective globale révolutionnaire, d'en tirer les enseignements au point de vue de cette perspective et de l'accélération de la prise de conscience des classes révolutionnaires.

— Enfin, et ce n'est pas le moindre de nos succès, nous sommes aujourd'hui capables de caractériser avec justesse et précision les différents courants politiques ou économiques qui influent sur la Tunisie et de situer très exactement quels sont les ennemis de la classe ouvrière tunisienne, de qui elle doit se méfier et pour quels objectifs elle doit se battre. Le mot d'ordre de notre troisième document, la révolution prolétarienne, rompt définitivement avec toutes les tentations de « flirt » avec d'éventuelles tendances « de gauche » bourgeoises, de même qu'il replace le combat contre l'impérialisme dans son cadre naturel, celui contre la réaction en Tunisie. Par ce mot d'ordre, le seul adapté à la situation actuelle, nous nous séparons des opportunistes de tout acabit, qu'ils soient imbus d'idéologie petite bourgeoise et hésitent à rompre avec le régime ou que, influencés par des slogans pan-arabes, ils refusent de situer leur lutte sur les positions prolétariennes.

D'aucuns parleront d'utopie, de « méconnaissance des réalités ». Cela ne nous inquiète pas : ils l'avaient déjà fait à propos de notre premier appel, cela n'a pas empêché l'action d'être couronnée de succès. D'autres au nom de « l'unité » des forces d'opposition, nous reprocheront notre rigidité et notre ligne révolutionnaire : nous ne sommes pas des fétichistes de l'unité, nous parlons le langage du prolétariat révolutionnaire et n'acceptons l'unité que dans la mesure où elle fait avancer son combat. De plus, nous sommes trop conscients du poids des mensonges et des illusions répandus, tant par le pouvoir que par certains clans bourgeois ou petit-bourgeois pour ne pas mettre en garde contre l'Unité avec les réactionnaires ou ceux qui les suivent.

Notre but est la dictature démocratique du prolétariat et du semi-prolétariat. Que ce but effraie les philistins et les petit-bourgeois n'a pas de quoi nous étonner, ni surtout nous inquiéter. Nous continuerons notre marche. Elle peut être longue et semée d'embûches. Cela non plus ne nous effraie pas, car nous sommes conscients qu'elle est maintenant commencée et qu'elle débouchera sur la victoire.

Appel du Groupe d'Etudes et d'Action Socialiste Tunisien (Perspectives)

En l'espace d'une semaine, le peuple tunisien vient de subir coup sur coup deux affronts graves et significatifs. Il s'agit de la venue de Tran-Van-Do, prétendu ministre des affaires étrangères du fantoche gouvernement de Saïgon, et de celle, très prochaine, de Humphrey, Vice-Président des Etats-Unis.

Le gouvernement tunisien, pour couronner sa constante soumission à la politique des impérialistes, étale aujourd'hui spectaculairement ses attaches avec le plus agressif d'entre

eux ainsi qu'avec ses valets, n'hésitant pas à infliger au peuple tunisien le camouflet de la présence sur notre sol de deux des plus responsables de la tentative de génocide exercée contre le peuple vietnamien.

Certain de reproduire le sentiment profond de notre peuple, dont témoigne amplement le sacrifice consenti par Ben Jennet, condamné à 20 ans de travaux forcés pour son action anti-impérialiste, le G.E.A.S.T. proclame son indignation devant cette provocation et ce forfait, appelle tous

ceux à qui ce texte parviendra à manifester concrètement leur opposition par tous les moyens possibles, petits ou grands : motions pétitions, délégations, arrêts de travail ou de cours, de durée et de formes variables, meetings, manifestations...

Le pouvoir, à n'en pas douter, déploiera toutes ses forces pour couvrir « ses hôtes » et mater toute initiative « déshonorante ».

Il ne faut pas en avoir peur. Il faut lui faire peur.
MORT A L'IMPERIALISME YANKEE ET SES LAQUAIS !
HUMPHREY ET LE FANTOCHE TRAN-VAN-DO, HORS DE TUNISIE !
GLOIRE A L'INTREPIDE PEUPLE VIETNAMIEN. F.N.L.
VAINCRA !
TOUS SUR LA TRACE DE BEN JENNET, DIGNE MILITANT ANTI-IMPERIALISTE !

Les journées du 10 et 11 janvier à l'Université

L'appel de notre Groupe du 4 janvier fut accueilli partout avec scepticisme, même parmi les étudiants. Tout le monde doutait de la possibilité de mobiliser, d'organiser des meetings, des manifestations... Seul un groupe d'étudiants révolutionnaires, essentiellement du Groupe d'Etudes et d'Action Socialiste, s'employait sérieusement et avec foi à organiser les actions de protestation. Le lundi 8 janvier, ils diffusaient un tract appelant les étudiants à manifester contre la présence de Humphrey en Tunisie.

Dès samedi 6, Tunis était gorgé de policiers, gardes nationaux et militaires en état d'alerte, la surveillance redoublait à l'encontre des étudiants et des personnalités suspectées d'anti-impérialisme. Malgré cela, l'effervescence commençait à gagner l'Université au point que, sans que le mot d'ordre ait été lancé, certaines sections de la Faculté de Lettres se mettaient en grève le mardi 9 au matin, avant même que le représentant de l'impérialisme soit arrivé à Tunis.

Le mercredi matin, la protestation commençait vraiment. Malgré les menaces et les pressions des autorités universitaires, qui essayaient de faire regagner les salles de cours aux étudiants et d'empêcher les étudiants d'autres facultés de pénétrer à la Faculté de Lettres et de Droit, malgré le menaçant dispositif de répression déployé dans le boulevard du 9 avril, plus de 900 étudiants tenaient de 9 h. 30 à 11 h. un meeting dans le Hall de l'Université : des banderolles déployées clamaient les mots d'ordre anti-impérialistes, « Humphrey Go Home », « Non à l'Impérialisme », « Libérez Ben Jennet »,... Ce dernier mot d'ordre fut particulièrement repris, montrant l'attachement des étudiants à la lutte anti-impérialiste et les liens qu'ils font entre cette lutte et celle qu'ils mènent contre le pouvoir réactionnaire tunisien qui a condamné Ben Jennet. Alors que Humphrey discutait avec les fantômes censés représenter les étudiants, ces derniers votaient à l'Université où la plupart des cours étaient arrêtés, une motion condamnant sa présence et le gouvernement qui l'avait accueilli.

Puis, descendant par petits groupes, la plupart des étudiants gagnaient d'abord Bab Souika. S'étant rendus compte que le trajet de « l'hôte » avait été détourné, ils se retrouvèrent à l'avenue de France devant le Centre Culturel Américain où au moment précis du passage d'Humphrey, ils déployèrent une banderolle et scandèrent « Humphrey Go Home », « On ne nous achète pas avec du blé » et d'autres slogans.

C'est pendant leur dispersion que les policiers en civil, aidés par des étudiants destouriens, arrêterent

une quinzaine d'étudiants soigneusement sélectionnés : l'un avait pris la parole au meeting, la plupart des autres étaient membres de corpos « de gauche » de l'U.G.E.T. On sut par la suite que certains d'entre eux furent torturés et que tous furent interrogés sur le Comité Ben Jennet, sur l'origine des tracts et sur Perspectives.

Les étudiants ne se satisfaisaient pas de leur action d'éclat parfaitement réussie : dès l'après-midi, ils se regroupaient à l'Université pour exiger la libération de leurs camarades. Devant l'agitation persistante, le directeur, après un coup de téléphone à la Police, promit la libération pour la soirée. Le lendemain, jeudi matin, les étudiants plus nombreux que la veille se regroupaient à nouveau, la grève des cours étant devenue presque totale. Les autorités universitaires, le secrétaire général fantôme de l'UGET, appuyés par certains démobilisateurs, tentèrent de les disperser en leur affirmant qu'il n'y avait plus que deux incarcérés et qu'ils allaient être libérés immédiatement. Les étudiants ne se laissèrent pas abuser par ces tentatives de démobilisation, au contraire.

Pour confirmer leurs craintes, ils apprirent dans l'après-midi que, outre leurs camarades arrêtés la veille, la Police avait appréhendé deux anciens étudiants, actuellement fonctionnaires, relâchés après une nuit de garde, et avait gardé une demi-heure ce jeudi après-midi un de leurs camarades, secrétaire de la corpo de Médecine de l'UGET. L'après-midi du jeudi, ils se rassemblèrent encore à l'Université où était diffusé un nouveau tract appelant à la mobilisation et à la vigilance. Ils huèrent le directeur dont la promesse (« au nom de l'Université ») n'avait pas été tenue. Re-coup de téléphone du directeur qui répète que les deux derniers détenus vont être libérés, sans parvenir à démobiliser les étudiants qui répondaient : « On veut les voir ! ».

A la sortie de ce nouveau rassemblement un autre étudiant encore fut arrêté, mais devant la détermination des étudiants force fut au pouvoir de libérer tout le monde dans la soirée.

Le mouvement fut donc un succès total, prouvant conformément à l'appel du 4 janvier, que les étudiants « n'avaient pas eu peur du pouvoir, et que celui-ci avait eu peur d'eux ». Cela est si vrai que bien que la décision contraire avait été prise, les étudiants encasernés depuis le 24 décembre 1966 étaient libérés avec leur classe, le 1^{er} février. Tant il est vrai que seule la lutte permet d'obtenir des victoires.

Des Américains courageux

Lors de la visite de Humphrey dans notre pays, il n'y a pas eu que les Tunisiens qui manifestèrent spectaculairement leur mauvaise humeur et leur opposition à la sale guerre du Vietnam. Certains des Américains résidant en Tunisie furent de la partie.

Ainsi il ne se passa pas de jour, durant les trois journées que dura la visite, sans qu'un incident ne fut le fait de ces «étranges énergumènes».

Le 9 janvier un membre du corps de la paix, portant un brassard noir en guise de deuil, voulut franchir le cordon policier gardant l'entrée du salon d'honneur de l'aéroport de Tunis-Carthage, pour protester auprès de Humphrey contre les crimes commis au Vietnam. Il criait si fort « Get out from Vietnam » (quittez le Vietnam) que la police l'écrœua et l'accompagna sous bonne escorte très loin de l'aéroport, où elle le relâcha.

Le 10 janvier au matin, Humphrey tenait à la Maison des Jeunes du Belvédère la fameuse causerie qui devait réunir des Américains et des étudiants. Passe sur les «étudiants» tous fantoches et vendus qui ne furent point gênants pour le «criminel de guerre». Certains Américains furent par contre moins «sages». Un groupe de volontaires de la Paix, cette fois, qui,

depuis la veille voulaient être reçus en vain par leur Vice-Président, se sont présentés à la dite Maison des Jeunes, décidés à faire entendre leur voix dissonnante. Prévenus de leurs intentions, les flics tunisiens et les fonctionnaires de l'Ambassade américaine leur ont opposé un refus net de rentrer prétextant... un manque de places.

Le 11 janvier, très peu de temps avant le départ, Humphrey offrait une grande réception dans les locaux de l'Ambassade en l'honneur de l'ensemble des Américains résidant en Tunisie. Cette fois il n'était point possible d'interdire aux «trublistes» de participer à la fête. Ils y participèrent mais pour semer la pagaille. En plus des cris hostiles, plusieurs pancartes et banderolles étaient brandies. Nous retenons la plus ironique et la plus mordante des inscriptions : «Strange orientals ! They don't want to negociate while we drop Napalm ! » («Etranges orientaux ! Ils refusent de négocier alors que nous les inondons de Napalm ! »).

Voilà qui est courageux et réconfortant ! Qu'en pensent nos fantoches «d'étudiants» ? Qu'en pensent surtout leurs «maîtres» qui, contre vents et marées, soutiennent l'insoutenable et veulent absolument être plus royalistes que le roi ?

BOURGUIBA JUNIOR... AGENT DE LA C.I.A. ?

Bourguiba Jr., c'est connu, est un Américain parachuté en Tunisie. S'il est en Tunisie, et s'il y est en tant que Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, c'est par piété filiale et qui sait... pour des lendemains qui chantent ?

Les Américains ne s'y trompent pas et reconnaissent en lui l'enfant chéri toujours fidèle. Ainsi Humphrey lors de sa visite a tenu le 10 janvier au soir dans les locaux de l'Ambassade une réception des plus intimes. Seuls y participaient du côté Américain l'Ambassadeur et les Attachés d'Ambassade, donc les

agents patentés des services de renseignements américains, et du côté tunisien... Bourguiba Jr.

Gageons qu'il ne s'est agi dans cette réunion que de secrets d'Etat et de directives précises. Que diable notre vaillant Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères est venu faire seul dans ce sanctuaire ? Certainement pas boire un verre de whisky, la S.T.I.L. en vend à profusion maintenant ; faire le point de la situation exacte alors et préparer les plans d'avenir ? C'est ce que nous croyons et comment peut-on appeler cela, sinon agent de la C.I.A., valet de l'impérialisme ?

Lisez, diffusez, soutenez

"PERSPECTIVES TUNISIENNES"
Organe du G.E.A.S.T.

Interviews et témoignages sur les journées des 10 et 11 janvier

a) *Un ouvrier du Ministère de l'Agriculture* : Tout le monde parle de la manifestation des étudiants. Tout le monde est content de ce qu'ils font. Ce monsieur est manifestement venu chez nous pour voir ce qu'on fait de l'argent que nous donne le gouvernement américain.

— *Question* : Qui ça, nous ?

— Enfin l'argent que reçoit le gouvernement tunisien du gouvernement américain. (l'air malicieux) : c'est cet argent qui est en train, paraît-il, de nous assurer la joie de vivre. (puis sérieux) : c'est vrai que ce ne sont pas les travailleurs qui en profitent mais ce sont autant de dettes accumulées sur le dos de tous les Tunisiens. Si ça continue comme ça, ce sera le colonialisme un jour. Alors moi j'ai peur surtout quand j'entends à la radio ce que font les Américains au Vietnam.

— *Question* : Pourquoi les ouvriers n'appuient pas les étudiants et ne manifestent pas avec eux ?

— Les ouvriers soutiennent les étudiants et rigolent quand ils entendent à la radio qu'il s'agit d'énergumènes. Même si ce n'était que quelques énergumènes, et ça personne ne le croit, les ouvriers sont fiers de ces énergumènes. Quant à manifester avec eux, ça viendra. Maintenant les gens ont trop peur. Ceux qui travaillent ont peur pour leur travail, ceux qui ne travaillent pas espèrent avoir un jour du travail, alors ils font semblant d'applaudir. En fait, je suis sûr que 90% des gens au moins ne sont plus avec le parti destourien. Bourguiba un peu encore, peut-être ; mais le reste rien ! — De toute façon, l'étudiant qu'est-ce que c'est ? Il fait partie du peuple. Il voit comment les gens crèvent, il entend ce qu'ils disent. Alors c'est la même chose, lui et nous. Aujourd'hui c'est lui qui manifeste, c'est bien. Demain, ce sera nous, ce sera encore bien. Après sûrement, nous serons ensemble et ce jour-là ce sera la victoire. Je suis sûr que ce jour-là n'est pas loin.

**

b) *Un boutiquier de bonnetterie, rue de la Kasbah* :

— Oh oui, tout le monde chuchotte ici les exploits (!) des étudiants. Et croyez moi dans le quartier les nouvelles circulent vite. Tout le monde sait que des tracts ont été déposés dans les boîtes postales et des étiquettes collées sur les murs un peu partout à Tunis. On parle de 10 étudiants arrêtés.

Question : Qu'y a-t-il dans ces tracts et ces étiquettes ?

Réponse : En vérité les gens ne savent pas beaucoup. On sait que c'est par opposition à l'Américain qui est venu et pour le Vietnam, c'est tout.

— *Q.* : Les boutiquiers sont pour ou contre ?

— *R.* : Comme tout le monde ils sont pour. Tous les commerçants pensent que seuls les étudiants peuvent tenir tête à ce pouvoir. Seuls eux savent répondre aux arguments que les « discoureurs » prodiguent tous les jours à la radio et qui, d'ailleurs, ne trompent personne.

— *Q.* : Les étudiants, eux, pensent que leur lutte est inévitablement liée à celles des ouvriers.

— *R.* : Les ouvriers tu sais, il ne faut pas compter dessus. Ils ont trop peur et puis ils sont pauvres et ignorants.

— *Q.* : Il s'agit justement de ces pauvres et ignorants.

— *R.* : C'est possible. Pour l'instant tout le monde est content que les étudiants manifestent. Plus tard peut-être que les autres suivront. Les étudiants doivent les encourager. Mais qu'ils fassent attention. Personnellement, un de ma famille est policier. La police aussi, tu sais, en a par-dessus la tête. Mais qu'est-ce que tu veux, le pain ! Alors, lorsque les samedi 5 on les a préparés et parqués au Palais de la foire, ils avaient les armes chargées. On les a autorisés à tirer en cas de besoin. J'espère que les étudiants n'auront pas peur et ne reculeront pas.

**

c) *Discussion entre un étudiant et un chauffeur de taxi.*

— *Le chauffeur* : Que se passe-t-il aujourd'hui, on dirait la guerre de 14, toute la ville est bourrée de police et de garde nationale ?

— *L'étudiant* : (méfiant, car ne connaissant pas le chauffeur et peu habitué à des remarques aussi directes) : Je ne sais pas.

— *Le chauffeur* : ça doit être quelque chose du côté des étudiants, chez nous il n'y a que les étudiants qui provoquent cette mobilisation générale. Il n'y a qu'eux qui parlent.

— Peut-être, oui, ça doit être eux.

— Mais pourquoi, pour quelle occasion, qu'est-ce qu'ils ont fait ?

— (étudiant osant parler) : c'est qu'aujourd'hui c'est une journée de lutte contre les Américains et de solidarité avec le Vietnam.

— Oui, effectivement, ces Américains, ils nous ont épousé

حرسوا علينا

— Mais le gouvernement est avec eux !

— Bravo pour les étudiants. Allez-y, parlez ; nous, on ne peut rien dire, mais sachez que ce que vous dites, c'est nous-mêmes qui le disons. Allez-y, parlez en notre nom !

**

d) *Avec un masseur au Hammam Tronja (rue Bab El Khadra)*

— Tu as appris ce qu'ont fait les étudiants pour Humphrey ?

— Oh oui, il y a un flic qui m'a parlé hier de la force de la police et de leurs moyens, comme quoi ils ont la possibilité de mater toute manifestation. Ils leur ont dit que même si c'est un père ou un frère qui est manifestant, il faut taper dessus. Mais ils ont la mémoire courte, le même cycle recommence ; ils ont oublié déjà que la France a fait plus que ça et pourtant elle a été battue. Quand un étudiant est décidé, la répression ne peut rien contre lui. En tout cas ils ont à compter maintenant avec le peuple. Un seul obstacle maintenant, c'est le prestige de Bourguiba ; on consi-

dère *يواعي* encore sa lutte pour l'indépen-

dance ; mais lui disparu, et le destin de la Tunisie sera le communisme.

De victoire en victoire, la lutte contre l'impérialisme et ses valets triomphera

Déclaration du G.E.A.S.T. (Perspectives)
sur les journées des 10 et 11 janvier

Le jeudi 4 janvier notre Groupe par un appel diffusé à l'occasion de la visite de Humphrey en Tunisie, ouvrait une campagne de protestation contre cette visite et de lutte contre l'impérialisme américain en TUNISIE. Cette campagne a été couronnée d'une victoire éclatante, mobilisant avec succès les étudiants de Tunis pendant plusieurs jours.

Il nous appartient de faire le bilan de ces journées, d'en analyser la signification pour en tirer des leçons et surtout pour tracer les perspectives d'avenir.

I. — LE BILAN DE LA CAMPAGNE

Au terme de ces deux journées, on doit rendre hommage au mouvement étudiant pour son courage, sa détermination dans la lutte et surtout sa résolution de se placer désormais du côté des masses opprimées contre les oppresseurs. Par leur combat, les étudiants ont fait progresser leur acquis et celui du mouvement révolutionnaire en Tunisie.

1^o) Tout d'abord, ils ont administré la preuve éclatante des possibilités de lutte ouverte et des résultats positifs qui en découlent, ouvrant ainsi des perspectives encourageantes à l'ensemble des classes opprimées de notre pays. C'est pour affronter une telle évolution que le pouvoir ne cesse de renforcer sa machine de répression, d'ores et déjà constituée d'un lourd appareil policier multiforme, polyvalent, ultra-équipé et bien encadré par des conseillers américains. C'est-à-dire aussi la vigueur du mouvement étudiant qui ose affronter cette formidable force d'oppression, c'est-à-dire la fragilité d'un régime bâti sur l'exploitation et l'oppression des masses.

2^o) Les étudiants ont ensuite montré comment la lutte elle-même conduit à une prise de conscience de plus en plus élevée, à une radicalisation toujours supérieure. A comparer les manifestations de février 65 où les étudiants se mobilisèrent contre une mauvaise gestion du Restaurant Universitaire et les journées du 10 et 11 janvier 68 où c'était l'impérialisme et la répression policière qui étaient nommément attaqués, on mesure les progrès accomplis.

En 65, c'est le repas de midi qui déclenche le mouvement de masse, en 66, c'est l'emprisonnement de deux étudiants, en 67, c'est l'agression impérialo-sioniste contre les pays arabes du Moyen-Orient et en 68, c'est l'implantation de l'impérialisme en Tunisie même qui est l'objet de la manifestation. Il n'est pas loin le jour où l'on manifesterait pour la révolution prolétarienne en Tunisie.

Cela montre clairement que, lorsque la lutte de masse est engagée, et à condition qu'émerge une direction révolutionnaire consciente et résolue, on peut rapidement passer des luttes revendicatives immédiates à un niveau de politisation très élevé. L'éducation concrète que donne la lutte est irremplaçable, elle est la seule voie révolutionnaire de la prise de conscience.

3^o) On doit également noter la précision et la justesse

des mots d'ordre et des slogans criés lors de ces deux journées : c'est l'impérialisme en Tunisie qui a été attaqué aux cris de « On nous rachète pas avec des dollars », « Humphrey go home », ainsi que le pouvoir réactionnaire de Tunisie qui lui sert de support et réprime impitoyablement toute force de résistance et de contestation. Le slogan — jamais omis tout le long des différentes actions entreprises — de « Libérez Ben Jennet » est à cet égard très significatif. Il prouve encore une fois la solidarité agissante de l'ensemble des étudiants avec leurs camarades, la valeur qu'ils donnent à son sacrifice et leur détermination à obtenir sa libération quoiqu'il leur en coûte.

En plus de ces acquis, le déroulement même des journées apporte d'autres enseignements que retiendront les étudiants :

1^o) La valeur de l'unité : C'est l'unité des étudiants, c'est leur solidarité qui ont été leurs armes les plus précieuses contre les tentatives de répression ; ce sont elles qui ont fait reculer les autorités universitaires devant des sanctions, la police devant une intervention directe et qui ont fait libérer les étudiants arrêtés.

2^o) La valeur de l'organisation : grâce à la coordination qui a caractérisé l'action des étudiants, deux risques ont été écartés :

— Le débordement, puisque tout a été exécuté avec une précision et un ordre jusque là inconnus dans le mouvement étudiant.

— La déviation, car aussi bien au niveau des mots d'ordre que des actes, la dénonciation de l'impérialisme était clairement formulée ; les quelques dissonances ne sont pas arrivées à dévier les manifestations de leur véritable objet.

3^o) La valeur de la lutte : la détermination dans le combat — quatre meetings en deux jours sans le moindre esprit de concession — ont permis aux étudiants de saisir la valeur de la lutte et donner rapidement à de jeunes militants jusque là obscurs une expérience révolutionnaire notable : seule la lutte révolutionnaire forge les révolutionnaires.

Dès lors on explique parfaitement la défaite du pouvoir. Dans son souci de minimiser l'agitation des étudiants pendant la visite de Humphrey et dans sa peur qu'une répression policière n'aggrave la mobilisation, le pouvoir a reculé devant l'utilisation de la police et préféré laisser aux autorités universitaires le soin de prendre des sanctions. Ces autorités en se comportant en agents de la répression à l'intérieur de l'Université, ont montré clairement que, dans son actuelle désagrégation, le régime ne permet plus le respect des traditions universitaires et que ceux qui auraient dû en être les garants préfèrent se salir plutôt que perdre leur place de chiens de garde. Mais les autorités universitaires n'ont pas osé exécuter immédiatement leurs menaces de sanctions, c'est là une grande victoire, ce qui ne signifie pas que tout danger soit écarté.

Le pouvoir n'a pas osé faire appel aux ouvriers et aux

chômeurs, comme il l'a fait en décembre 1966, pour contre-manifester. Il ne le peut plus car d'une part la lutte des étudiants est désormais trop claire pour que l'on puisse mystifier les ouvriers et les appeler à mater ces « étudiants qui veulent bien manger, bien dormir et voler l'argent du peuple », et d'autre part les masses sont aujourd'hui par trop édifiées sur les gens au pouvoir pour ne pas reconnaître leurs vrais ennemis et nommer les vrais voleurs.

Enfin les étudiants destouriens s'il en existe encore, ont été réduits au silence, à la honte, ou, ultime promotion des pantins, à la transformation en agents professionnels de la police.

Tel est le bilan de ces journées, et l'on voit qu'il est largement positif et place déjà le mouvement étudiant à une étape supérieure, devant de nouvelles responsabilités.

II. — LA LUTTE CONTRE L'IMPERIALISME DOIT ALLER DE L'AVANT

Cette lutte est à diriger essentiellement contre l'impérialisme américain, l'ennemi le plus farouche des peuples et l'exploiteur du peuple tunisien. Mais il ne faut pas faire l'erreur de croire qu'il est le seul : l'impérialisme français est un vieil ennemi de notre peuple. Son opposition actuelle à l'impérialisme américain, qui le fait passer aux yeux de certains pour un ami des peuples arabes ou des peuples du tiers-monde, ne doit pas nous rendre dupes quant à sa nature foncièrement néo-colonialiste. D'autres impérialismes nouvellement installés dans notre pays, ne sont pas moins dangereux et à combattre : l'impérialisme allemand ou scandinave ou italien, ou même d'autres micro-impérialismes. Soyons donc armés pour défendre l'indépendance de notre pays et démasquer tous nos ennemis des plus déclarés aux plus camouflés des plus petits aux plus grands.

Cette lutte anti-impérialiste en Tunisie nous fait solidaires de ceux qui ailleurs luttent, chez eux et dans leurs conditions propres, contre l'impérialisme. Du fait de son intensité même, la lutte du peuple vietnamien prend valeur de symbole. A de très rares exceptions près, tout le monde réprouve la tentative de génocide perpétré contre ce peuple et réclame sa fin. Le militant anti-impérialiste conséquent ne doit néanmoins pas se complaire dans de vagues sentiments moraux, ni s'éterniser dans des considérations humanitaires valables certes mais insuffisantes. Car si les crimes commis au Vietnam par les Américains et leurs marionnettes sont en eux-mêmes révoltants, il faut comprendre que, pour les arrêter, il faut donner complètement raison au peuple vietnamien et à ses représentants légitimes, et les assurer d'une solidarité MILITANTE de mouvement révolutionnaire à nation opprimée et d'une alliance naturelle entre mouvements à idéaux et objectifs communs.

Cette solidarité doit être une solidarité dans la lutte et par la lutte.

Pour mener correctement cette lutte il faut comprendre que, s'il est vrai que l'impérialisme est un système mondial, il n'en est pas moins vrai que ses moyens d'intervention sont divers : Au Vietnam sa logique agressive est poussée à l'extrême. Mais en Tunisie son intervention est « pacifique » et par Tunisiens interposés, c'est-à-dire par l'intermédiaire d'un pouvoir qui lui est allié. De ce fait la tactique de la lutte diffère de celle des Vietnamiens : chez nous l'ennemi direct est le pouvoir de Bourguiba et son gouvernement, l'allié de l'impérialisme par son idéologie et ses intérêts et soumis à lui par des rapports de force qui l'écrasent.

III. — QUI EST CONCERNE PAR LA LUTTE ?

La lutte contre l'impérialisme et la réaction en Tunisie

n'est pas seulement l'affaire des étudiants, elle concerne l'ensemble des classes opprimées de Tunisie, spécialement le Proletariat, elle ne pourra être menée avec des chances de réussite que si ces classes se mobilisent dans cette lutte.

1^o) Au niveau de la conscience : ces classes, prolétariat en tête, sont de plus en plus convaincues que leur exploitation s'aggrave et que, loin de les libérer le gouvernement ne fait que faciliter encore plus leur oppression : les « réalisations » dont s'enorgueillit le régime se traduisent pour elles dans un langage autrement plus réaliste : ruine de petits producteurs, insécurité accrue de la vie quotidienne, interdiction de fait d'accéder à l'éducation, éclatement de toutes les valeurs morales, hausses vertigineuses des prix et des impôts, répression accrue contre toute protestation, protection inexistante contre les maladies et la faim... L'Aide américaine, dont se gargarise le pouvoir, ces classes n'en voient à juste titre que ce qui rend leur oppression encore plus insupportable : l'enrichissement et le gaspillage scandaleux des parvenus, l'augmentation des effectifs et des équipements des forces de répression, la perte de toute indépendance en matière de politique étrangère, la présence physique américaine de plus en plus ouverte. Surtout la liaison entre l'impérialisme américain et le pouvoir réactionnaire tunisien est matérialisée tous les jours à leurs yeux dans la qualité de l'huile à base de soja qu'on les force à consommer, dans la qualité du pain que le maïs des surplus américains rend incommestible et qu'elles sont obligées d'acheter, dans les vêtements de friperie qui leur enlèvent leur peu d'argent et ne les protègent pas.

2^o) Mais au niveau de la lutte, la répression multiple et variée qui s'exerce contre ces classes les tient encore dans la peur de faire le premier pas, d'oser lutter en masse de crainte d'un échec immédiat, d'autant plus qu'il ne s'est pas encore affirmé publiquement une direction révolutionnaire en qui elle puisse avoir confiance. Cela ne signifie pas qu'elles ne luttent pas, encore moins qu'elles ne sont pas désireuses d'entrer massivement dans la bataille. La sympathie qu'elles éprouvent pour le mouvement étudiant, surtout pour les actions des 10 et 11 janvier, est un test très révélateur et très probant.

Cela montre que le mouvement étudiant est chargé d'une mission historique celle de hâter le mûrissement de cette tendance. Il a la grande responsabilité d'instaurer les traditions de luttes et de stimuler la montée des masses. Les étudiants se doivent donc de vulgariser au maximum le sens et le contenu de leur lutte. Ils doivent dire à l'ensemble des masses exploitées que, malgré les difficultés de tous ordres, les étudiants ont pu agir et démontrer qu'il est possible de se battre et que de grandes perspectives d'action existent réellement.

IV. — CETTE LUTTE NE POURRA REUSSIR QUE SI ELLE REMPLIT CERTAINES CONDITIONS

1^o) Au niveau organisationnel et à l'échelle de l'Université : il faut tout d'abord développer un mouvement de critique et d'autocritique à l'Université pour permettre à la masse des étudiants de faire un bilan sérieux des deux journées et prendre des dispositions pour éviter la prochaine fois des erreurs et faiblesses qui auraient été éventuellement relevées.

Il faut de même développer l'unité révolutionnaire de la grande masse des étudiants sur la base de la clarté dans les mots d'ordre et de la persévérance dans la lutte en excluant les diviseurs et saboteurs de tout accabit et partiellement :

— Les capitulards et les collaborateurs qui, sous couvert de « réalisme », « d'anti-aventurisme », « de lutte contre le

gauchisme », freinent tout mouvement en avant et prônent en fait, même si certains en sont inconscients, la démission, le recul et la dérobaie.

— Et les phraseurs et philistins qui, mélangeant tout ; distribuant à tort et à travers des mots d'ordre ronflants ou d'apparence alléchante, font perdre aux étudiants le sens réel de la lutte et détournent leur attention de l'ennemi principal à abattre, la réaction en Tunisie, l'impérialisme en Tunisie non en des lieux lointains (Moyen-Orient) ou pour des causes douteuses (la nation arabe) ou pour des causes justes mais exigeant une politique juste qui n'est sûrement pas celle de ces phraseurs (la cause palestinienne).

Ainsi armé le mouvement étudiant ira de victoire en victoire.

2°) Au niveau de la prise de conscience : les étudiants doivent se persuader que leur lutte n'a de chance d'aboutir que si elle se transpose dans un cadre plus large que celui de l'Université, qu'en se liant à l'ensemble des classes opprimées et en particulier à la classe ouvrière. En effet, aucune solution durable ne peut être apportée au problème des étudiants, même s'ils sont strictement syndicaux, en

dehors de la solution des problèmes des classes opprimées. Ces problèmes dus à la réaction qui maintient l'oppression sociale et l'aggrave en se faisant le fourrier de l'impérialisme, ne trouveront de solution que par la lutte consciente et unie de toutes ces classes et des étudiants contre la réaction tunisienne et son protecteur, l'impérialisme américain.

Ainsi déterminée et précisée, la lutte anti-impérialiste triomphera. L'avenir nous appartient.

TOUS UNIS DANS LA CLARTE ET LA DETERMINATION, EN AVANT VERS DE NOUVELLES LUTTES ET DE NOUVELLES VICTOIRES CONTRE LE GOUVERNEMENT REACTIONNAIRE TUNISIEN ET SES PROTECTEURS IMPERIALISTES.

ELARGISSONS SANS CESSER LE CHAMP DE NOTRE LUTTE, REALISONS L'UNION DES ETUDIANTS REVOLUTIONNAIRES, DE LA CLASSE OUVRIERE ET DE L'ENSEMBLE DES CLASSES EXPLOITEES DE NOTRE PAYS.

TUNIS, le Lundi 29 Janvier 1968

LA LUTTE S'ELARGIT

La lutte contre le pouvoir semblait jusqu'ici circonscrite à l'Université. Du moins, c'était là qu'elle était la plus visible, qu'elle avait pris l'allure la plus nette-ment politique. En fait la lutte n'a jamais cessé d'exister pour les différentes classes opprimées de notre pays. Elle avait seulement, selon les endroits et compte tenu de la répression, partout plus forte qu'à l'Université, pris des allures spécifiques et ne se manifestait pas ouvertement. Aujourd'hui le domaine de la lutte ouverte s'élargit spectaculairement et, conscients de la décomposition du régime et des succès de la lutte des étudiants, les différents secteurs entrent tour à tour sur la scène.

Pour apaiser l'Université, et sur la base des combats politiques que n'ont cessé de mener les étudiants, le pouvoir a décidé d'augmenter les traitements des membres de l'Enseignement Supérieur et d'accroître le montant des bourses. L'opération s'est faite en silence ni les journaux, ni la radio n'en ayant parlé. Cela n'a pas empêché les professeurs de l'enseignement secondaire de le savoir et de commencer à déclencher une action revendicative, obligeant la bureaucratie UGTT à les réunir et son fantôme Secrétaire Général à leur promettre une augmentation de salaires... dans l'avenir. Devant le début d'agitation qui gagnait les instituteurs, l'UGTT a préféré prendre l'initiative de les réunir, et, pour les désarmer, Bellagha leur a aussi fait des promesses d'augmentation... au futur. Il est certain que les enseignants ne se contenteront pas de ces promesses creuses et que, forts de l'expérience du passé, ils

trouveront les chemins de la lutte et de la politisation du combat qui, seule, peut en garantir la victoire.

Ce mouvement de lutte, n'en doutons pas, gagnera de proche en proche tous les secteurs des travailleurs, depuis les fonctionnaires et employés jusqu'aux ouvriers urbains, aux ouvriers agricoles et aux semi-prolétaires de la campagne. Déjà aujourd'hui ces différents secteurs luttent, chacun à sa façon : ainsi les dockers du Port de Tunis, conscients de la carence de l'UGTT et du pouvoir, ont constitué une caisse mutuelle de défense contre les maladies, indépendante de tous les organismes bureaucratiques ; ainsi, dans les coopératives de production où l'on ne distribue que des avances dérisoires (1 Dinar par quinzaine au Kef) les coopérateurs commencent à prendre eux-mêmes les céréales dont ils ont besoin : les autorités appellent cela du pillage, c'est en réalité la première forme de combat. Ce ne sont que deux exemples. Il y en a beaucoup plus, certains à un niveau aussi élémentaire que celui du pillage, d'autres aussi élaborés que la solidarité des dockers. Ces luttes, que ce soit celles des enseignants ou des mineurs ou de n'importe quel autre secteur des classes exploitées, ne peuvent que se développer et parvenir, à travers des succès et des échecs, à poser le problème fondamental, celui de la révolution prolétarienne, car le pouvoir est incapable de satisfaire les revendications de ces classes et le recours qu'il aura de plus en plus souvent sera la répression, qui constitue, avec la lutte, un des meilleurs moyens de forger les révolutionnaires.

Abonnements à « PERSPECTIVES » :

Pour 10 publications : 30 F. - 50 F. - 100 F.

LA NATURE ACTUELLE DE L'IMPERIALISME AMERICAIN EN TUNISIE

Les actions entreprises en Tunisie contre la visite de Humphrey, la présence de l'impérialisme américain en Tunisie et le régime tunisien, allié inconditionnel de cet impérialisme prouvent que la prise de conscience par notre peuple de la nature de l'impérialisme américain avance rapidement. Pour qu'elle progresse encore plus vite, pour que la lutte se développe sur des bases saines, il est nécessaire d'expliquer plus profondément comment se manifeste chez nous cette présence de l'impérialisme américain, sans jamais oublier qu'il n'est pas le seul, même s'il est le plus voyant et le plus facile à démasquer.

L'expérience d'autres pays démontre amplement la nature agressive de l'impérialisme américain, principal ennemi des peuples opprimés et gendarme international de la réaction. De la Grèce à l'Indonésie, de la République Dominicaine au Ghana, de Cuba au Vietnam, partout il intervient pour empêcher les peuples d'être libres, pour tenter d'exterminer ceux qui veulent échapper à l'exploitation. Tous les peuples sont de plus en plus conscients de cette réalité et de la nécessité d'être solidaires de ceux qui, comme le peuple vietnamien, sont directement en lutte contre l'impérialisme américain.

Mais la lutte contre cet ennemi des peuples n'est pas, en Tunisie notamment, une simple affaire de solidarité avec un autre peuple. Elle est également — et c'est ce qui cimenter notre solidarité avec tous ceux qui combattent contre lui — un impératif national, une nécessité de tous les jours, car l'impérialisme américain est présent sur notre sol et intervient tous les jours de différentes manières dans l'évolution de notre pays. Bien sûr, demain, cette intervention pourrait prendre des aspects encore plus ouvertement agressifs, revêtir la forme d'une occupation militaire ou d'une intervention armée. Mais déjà aujourd'hui, elle est suffisamment réelle pour avoir des effets très importants, qui se ramènent à une exploitation forcée de notre peuple et à l'interdiction de tout progrès.

A ce titre, nous devons combattre l'impérialisme américain. Cependant, cet impérialisme contre qui nous

devons lutter n'est pas un concept général et abstrait, il a des formes très précises que nous devons connaître, il utilise des voies de pénétration que nous devons mettre en évidence. Ainsi, et ainsi seulement, nous pourrons mener un combat réel contre un ennemi réel et non pas lutter en paroles contre une idée imprécise.

L'impérialisme américain, en effet, ne se présente pas en Tunisie sous une forme ouvertement coloniale et ne s'impose pas au gouvernement tunisien. C'est au contraire ce dernier qui le sollicite, qui lui ouvre largement les portes et l'installe toujours davantage. Son intervention prend donc des allures pacifiques, économiques et culturelles, et se fait par l'intermédiaire du pouvoir réactionnaire tunisien qui l'impose, lui, ses représentants et les organisations internationales qu'il contrôle, sous le couvert de l'« aide » économique et de l'« assistance technique ».

Le premier responsable de la présence de l'impérialisme américain en Tunisie est donc le pouvoir même. Il est clair qu'une lutte sérieuse ne peut être menée qu'à condition qu'elle soit dirigée d'abord contre ce pouvoir. Celui-ci, en effet, par toute sa politique, renforce et accentue la domination de l'impérialisme américain et, ce faisant, il rend de plus en plus dérisoire et vide sa relative indépendance politique par rapport à lui : l'intervention de l'impérialisme a sa logique propre, et, sans un combat réel contre lui, tout pouvoir qui l'accepte finit par devenir son laquais. Même si le pouvoir tunisien n'en est pas encore là, l'intervention est suffisamment importante pour que l'indépendance du pays soit déjà redevenue un objectif de notre lutte. Encore une fois, la différence avec la lutte d'indépendance contre le colonialisme français est que, aujourd'hui, c'est le pouvoir en Tunisie qui est le principal ennemi, c'est en l'abattant d'abord que l'on pourra chasser l'impérialisme.

Examinons à présent les formes réelles de la domination de l'impérialisme américain, de façon à mieux nous armer pour abattre le pouvoir réactionnaire qu'il protège, et le chasser du pays.

LA DOMINATION ECONOMIQUE :

Cette domination, qui se concrétise de plus en plus à travers l'« aide » américaine et des organismes qui lui sont rattachés, revient à faire peu à peu de la Tunisie un marché pour les produits américains et une source de profits pour les entreprises de ce pays ; elle suppose une évolution interne de la Tunisie au détriment des masses exploitées et entraîne pour cela une aggravation continue du caractère répressif et policier du régime ; elle bloque enfin toute possibilité de progrès dans la voie de la construction d'une économie indépendante et tend à faire de la Tunisie une néo-colonie américaine.

1) L'AIDE FINANCIERE.

La quasi totalité des ressources des banques de Tunisie proviennent de l'étranger et appartiennent à

des étrangers. L'aide accordée par les Américains au gouvernement tunisien pour créer des « banques nationales » (S.T.B., B.N.A.) a fait du secteur bancaire paratatique le canal par lequel l'impérialisme américain décide de l'orientation économique de notre pays. Les projets d'investissements que se propose la Tunisie ne peuvent en effet recevoir des crédits qu'à la condition que les représentants des U.S.A. les acceptent. Cela montre à quel point, par le recours à l'« aide » américaine, le gouvernement tunisien a accepté d'aliéner notre indépendance et de ne développer que les secteurs où l'impérialisme américain veut bien que l'on dispense les crédits.

Ce droit de décision qui appartient aux U.S.A. dans notre politique économique n'est pas seulement dû à l'aide au secteur bancaire, il vient également de tous les crédits qui sont accordés à différents titres après négociation. Le tableau suivant montre l'importance de cette aide :

L'aide américaine à la Tunisie (1) en millions de dollars

Année	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	Total
Aide financière											
— Dons	5,5	14,0	20,0	20,0	24,8	10,0	0,1	—	0,1	—	94,3
— Prêts non liés ..	2,5	1,0	—	—	—	10,0	15,0	10,0	10,0	15,0	63,5
— Prêts liés ..	—	4,3	4,4	23,4	10,0	2,4	8,3	10,2	6,8	—	69,8
Assistance technique	0,5	1,3	1,5	2,2	2,0	5,8	1,6	1,5	1,5	2,3	20,2
PL 480 (Produits agricoles)											
— Titre I	—	—	—	—	14,3	5,3	12,6	4,5	16,4	0,8	53,9
— Titre II ..	8,4	6,4	7,0	11,3	57,9	11,5	25,7	16,9	19,3	0,8	161,4
— Titre III ..	0,9	0,2	0,2	0,2	0,6	0,7	2,0	1,6	1,7	3,2	11,0
Total	17,8	27,2	33,1	57,1	109,5	45,7	65,1	43,7	55,8	22,1	474,1

Si l'on ajoute que 60% des investissements prévus au Plan Triennal et 50% de ceux du Plan Quadriennal devaient provenir de l'aide extérieure, essentiellement des U.S.A., on comprend à quel point le pouvoir en Tunisie compte sur l'impérialisme et à quel degré il lui est soumis : la politique économique n'a de chances d'être appliquée qu'à condition que le protecteur n'y trouve rien à redire, c'est-à-dire, rien qui gêne sa domination.

2) L'EXPLOITATION DE LA TUNISIE PAR L'IMPERIALISME.

a) Les dons et les prêts :

Cette « aide » dont le caractère « gracieux » a complètement disparu dès 1963 permet aux Américains d'abord d'introduire gratuitement leurs produits (essentiellement du matériel agricole et industriel) puis de vendre

au prix fort les pièces de rechange que ce matériel nécessite. Ce n'est un secret pour aucun économiste que c'est sur les pièces de rechange que les industries gagnent le plus d'argent... Ces dons du début permettent en même temps aux tunisiens de s'habituer aux techniques américaines et facilitent par conséquent la vente massive de matériel par la suite. Il faut encore dire que la gratuité a permis aux Etats-Unis de se débarrasser soit de vieux matériels usagés et amortis, soit de machines défectueuses, soit, dans le domaine alimentaire, de surplus de qualité médiocre.

Par les prêts liés, l'impérialisme américain exploite directement le pays : pas un dollar prêté ne vient en Tunisie, mais tous les achats de biens de production

(1) Tiré de la revue « Carthage » n° 8 spécial « La Tunisie et l'Amérique ». Mai 1967

doivent être faits aux Etats-Unis, même si les prix y sont plus élevés et le transport plus coûteux ; enfin, les entreprises qui réalisent les travaux sont américaines. Comme les taux d'intérêt sont quand même relativement élevés et que le remboursement se fait généralement en dollars, ces prêts liés ont pour résultat de faire travailler des entreprises américaines, de s'enchaîner aux machines américaines, et d'être obligés de produire pour l'exportation pour avoir les dollars nécessaires au remboursement. Ce type de prêts liés est donc également pour l'impérialisme américain un excellent moyen de trouver des marchés à ses entreprises sans que cela ne lui coûte réellement.

Une fois la tradition prise de rapports commerciaux avec les U.S.A., (forcément inégaux et au détriment de la Tunisie qui n'a aucun moyen réel de contrôle), l'impérialisme peut se permettre de prendre un visage encore plus libéral et de proposer des prêts non liés, c'est-à-dire où la Tunisie peut acheter où elle veut. Mais d'une part, les entreprises américaines sont déjà solidement introduites sur le marché, d'autre part les moyens ne manquent pas de « convaincre », voire de corrompre les responsables tunisiens pour qu'ils achètent plutôt aux Etats-Unis. C'est pourquoi la plupart de ces « prêts non liés » servent également à financer l'achat de biens et services américains, comme d'ailleurs tous les prêts consentis par la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International, ou d'autres organisations internationales, où l'impérialisme américain est le véritable patron.

Par son aide financière, l'impérialisme américain transforme la Tunisie en un débouché pour ses produits industriels. Il ne s'agit même pas de commerce, puisque la Tunisie ne vend pas de produits à la place, mais rembourse des dollars. Et si l'on sait déjà que le commerce entre pays industriels et pays arriérés se traduit toujours par une exploitation des seconds par les premiers, on voit à quel point l'« aide » américaine constitue une exploitation plus grande et plus cynique.

b) L'aide alimentaire (PL 480)

Parmi les méthodes qu'utilise l'impérialisme pour pénétrer pacifiquement dans un pays pauvre, l'une des plus usitées est l'aide alimentaire : tant que cette aide parvient, le pays, au lieu de tenter de développer sa production agricole vivrière, tend à produire plutôt pour l'exportation et, peu à peu, à devenir de plus en plus esclave du marché mondial que domine l'impérialisme américain, et de ce dernier pour la fourniture de cette aide alimentaire.

Pour l'essentiel, cette aide est un prêt et doit donc être remboursée. Les accords stipulent que 20% de sa valeur est payée en Tunisie pour y financer les organismes américains et pour être à la disposition des investisseurs privés américains. Ce qui fait que, sous couvert de « solidarité devant la faim » la présence américaine devient de plus en plus ouvertement intéressée et profitable. Dans ce cas également, la Tunisie se voit ensuite contrainte de rembourser en devises les investissements et les prêts que les Américains font maintenant en céréales : ne serait-ce qu'à cause des tendances à la baisse des cours mondiaux des matières premières, cela revient à un processus d'exploitation

pur et simple de notre pays par l'impérialisme américain.

Ce n'est pas tout. La plus grosse partie de cette aide alimentaire (le titre II du tableau) sert au financement des chantiers de chômage. Lorsque l'on sait que ces chantiers ont été ouverts pour empêcher que l'absence de travail ne transforme les petits paysans ruinés en hommes révoltés prêts à renverser le régime, on mesure à quel point celui-ci est enchaîné par ce type d'aide : toute suspension des arrivages, pendant une certaine période, risquait d'aboutir à une révolution ou, à tout le moins, à des désordres graves. Mais aussi, par ce moyen — les chantiers de chômage — le gouvernement a pu reculer ses échéances et permettre aux bourgeois, anciens et nouveaux, de continuer à s'enrichir sans craindre la révolution. L'aide alimentaire de l'impérialisme américain a donc, pour une bonne période, permis au régime de se maintenir sans chercher de solution aux problèmes du chômage et de la misère (les deux autres titres étant plus directement encore des formes de charité — « aide à l'enfance »... — dont Marx disait qu'elle « consolide un état d'exploitation préexistante »).

Il n'est donc pas étonnant que, enchaîné toujours davantage par cette assistance alimentaire, le gouvernement tunisien n'a pas été réellement capable ni de préserver notre indépendance, ni de réorienter notre production dans le sens d'une autonomie plus large, ni surtout de résoudre le problème de l'emploi. La baisse de cette aide à partir de 1965 ne signifie pas du tout que ce processus ait été brisé : d'une part, des organismes internationaux (Programme Alimentaire Mondial entre autres) ont pris la relève, d'autre part les conséquences de cette orientation ont été telles que, en 1967, c'est plus de 400.000 quintaux de blé qu'il a fallu importer des Etats-Unis uniquement pour faire face au déficit dû à une sécheresse. La quantité nécessaire en 1968 sera beaucoup plus élevée, la dernière récolte de céréales étant particulièrement mauvaise. Dans ces conditions, le gouvernement ne peut même plus maintenir ouverts les chantiers de chômage et donner l'apparence de chercher des solutions : Il dévoile sa faillite et son incapacité en fermant les chantiers et en s'appuyant encore plus sur l'impérialisme américain à l'extérieur, sur la répression contre les masses opprimées à l'intérieur.

c) Le type de projets « aidés ».

Au point de vue du choix des projets à financer, les Américains sont ceux qui sont les plus « indulgents » : ils ne demandent pas de garanties de rentabilité, au contraire. C'est que, contrairement à des capitalistes privés, ce qui les intéresse n'est pas qu'on puisse les rembourser, mais qu'au contraire *on ne puisse pas le faire*. La démarche est très simple : en apportant un financement à des projets non rentables (Nebhana, Cellulose, ICM, etc...) le gouvernement américain peut imposer ses experts, ses techniques et son matériel ; par la suite, comme la Tunisie est incapable de rembourser, elle est obligée de faire de nouveau appel à lui ou à des organismes internationaux (comme la B.I.R.D.) et là, au nom de l'orthodoxie du système capitaliste, on exige des garanties de rentabilité ; et un contrôle sur toute l'économie tunisienne. Ce système, qui était autre-

fois pratiqué à une petite échelle par les propriétaires fonciers vis-à-vis des petits fellahs, prend aujourd'hui une dimension énorme et rencontre toute facilité auprès des responsables qui mettent gracieusement toute l'économie à la disposition des experts pour qu'ils étudient, analysent, trouvent les défaillances, proposent les solutions et... forment les chefs d'entreprise. Par ce procédé cynique, la transformation graduelle de la Tunisie en une néo-colonie américaine n'est plus qu'une question de temps...

3) LES CONSEQUENCES ECONOMIQUES DE CETTE DOMINATION.

Sans entrer dans les détails, on peut affirmer que la domination économique de la Tunisie par l'impérialisme, plus spécialement américain, fait que tout ce qui est entrepris dans le domaine économique a pour résultat d'accélérer l'intégration de tout le pays dans le marché impérialiste. Par l'intermédiaire des « réformes de structures » — coopératives, artisanat, commerce, transport, etc... — ou de crédit — caisses mutuelles de crédit agricole, banques — le gouvernement favorise un gigantesque processus de concentration de la production : les petits producteurs, artisans, commerçants, paysans sont éliminés ou se prolétarisent par leur entrée comme « coopérateurs » salariés dans des coopératives, ou par leur passage dans des chantiers de chômage et leur ruine complète. Au cours de cette concentration, il est évident que les possédants et les exploités ne sont pas éliminés, loin de là. Simple-ment, la nouvelle répartition du « gâteau » tient beaucoup plus compte qu'avant des appétits de luxe des bureaucrates et des parvenus du régime, qui dirigent maintenant le pillage — et le gaspillage — des ressources tunisiennes sous le couvert du soit disant « socialisme » destourien.

Sous la domination impérialiste, non seulement il n'y a pas de solution aux problèmes du chômage mais au contraire, par la concentration, et la ruine de la petite production qui l'accompagne, ces problèmes prennent une ampleur de plus en plus considérable, alors que s'accroît simultanément la part du produit tunisien qui va à l'impérialisme américain et à ses fourriers en Tunisie.

LA DOMINATION POLITIQUE.

A la base de la domination politique se trouve évidemment « l'aide » économique. Mais les conséquences de cette « aide » vont beaucoup plus loin que le domaine économique, de la présence concrète de l'impérialisme américain à la politique intérieure et extérieure du régime tunisien.

1) La présence de l'impérialisme.

Point n'est besoin de longs développements sur cette présence : l'Ambassade américaine, la Mission AID, le Centre Culturel Américain en sont les signes visibles, qui en montrent l'importance. Il faut aussi dire que l'essentiel de « l'assistance technique » américaine couvre les domaines policiers et militaires : on sait

que ce sont les Américains qui entraînent — et équipent — les « forces spéciales » de Bou Fichta, chargées de réprimer les manifestations populaires, que tous les ans de nombreux policiers, gardes nationaux et officiers de l'armée vont faire des stages aux Etats-Unis, qu'enfin à Bizerte les Américains « assistants techniques » de l'armée sont de plus en plus nombreux. A côté de ces domaines essentiels, « l'assistance technique » se manifeste par la présence des « Volontaires de la Paix », Peace Corps, qui, nombreux et préparés, ont pour rôle de « populariser » la culture américaine dans tout le pays où ils enseignent ou soignent. Ajoutons le rôle des « Fondations » qui, comme Ford, financent largement Bourguiba School pour faire apprendre l'Anglais, le CERES pour aider à former une recherche économique « solide » et de nombreuses autres institutions. Tout cela est coordonné par les services de la C.I.A. qui, à côté des attaches qu'elle a avec l'U.G.T.T., le P.S.D. ou l'U.G.E.T., aurait créé, près de Gafsa, une école spéciale pour entraîner et former ses agents — américains cette fois ! —

2) La politique du régime.

Sur la soumission de la politique étrangère de Bourguiba aux intérêts de l'impérialisme américain, les gens qui feignent d'avoir des doutes sont de mauvaise foi, tant cette soumission est affichée. Les exemples les plus récents, le problème vietnamien et l'affaire de Palestine, montrent clairement à quel point Bourguiba est solidaire du Département d'Etat Américain.

Bien plus, dans son discours d'inauguration de l'Académie Militaire, Bourguiba a clairement laissé entendre qu'il envisageait d'accepter un pacte militaire avec les U.S.A. de façon à « protéger le pays de tout danger extérieur ». Lorsqu'on se souvient des déclarations américaines sur la « nécessité de protéger la Tunisie du danger algérien » on comprend le contexte de ce pacte. Ajoutons enfin que, à l'heure actuelle, la plupart des régimes inclus dans des pactes militaires avec l'impérialisme américain font l'objet de violentes attaques de leurs peuples et montrent de plus en plus clairement que le Pacte est pour eux le moyen de faire intervenir l'armée américaine contre leur propre peuple et non de se défendre contre des « dangers » extérieurs. Bourguiba sent arriver la fin de son régime...

Sans revenir sur ce qui a été dit plus haut sur la concentration de la production, la paupérisation et la prolétarianisation des petits producteurs, il faut rappeler que la politique intérieure du régime se traduit par une exploitation accrue des masses populaires, par une baisse de leur niveau de vie et par un renforcement du caractère répressif et policier du régime. Dans la débâcle économique où ne pouvait que conduire la dépendance vis-à-vis de l'impérialisme américain, le P.S.D. s'avère complètement incapable d'encadrer la population en tant que Parti et se cantonne au rôle d'appareil de répression. La faillite du régime l'isole de plus en plus. Aussi se préoccupe-t-il surtout d'empêcher la manifestation des sentiments populaires. Les premières manifestations ouvertes d'opposition sont venues des intellectuels et des étudiants. Et ce n'est pas par hasard qu'elles ont porté sur la dénonciation de la politique pro-impérialiste du régime. Pas plus que la très violente réaction du pouvoir ne tient au hasard : en condamnant Ben Jennet à 20 ans de travaux forcés il voulait intimider les intellectuels ; il

VIETNAM :

Les impérialistes et les réactionnaires ne sont que des tigres en papier. Les magnifiques victoires récentes du F.N.L. le démontrent.

Le succès éclatant de la dernière offensive généralisée du F.N.L. dans tout le Sud-Vietnam a soulevé un enthousiasme extraordinaire chez tous les peuples. Le pouvoir réactionnaire de Tunisie, empêtré dans sa dépendance vis-à-vis de l'impérialisme américain, a tout fait pour minimiser ce succès. Mais les gens ne lisent pas que sa presse. n'écourent pas seulement sa radio : ET ILS SAVENT.

Les Tunisiens savent ce que nous avons toujours affirmé, à savoir que la lutte résolue d'un peuple est invincible, si puissants que soient ses ennemis et les moyens qu'ils utilisent. Les Vietnamiens en apportent une preuve supplémentaire et montrent de façon indiscutable que la victoire du F.N.L. et du peuple vietnamien est une certitude.

Plutôt que de commenter nous-mêmes ces magnifiques offensives couronnées de succès, nous avons préféré reproduire la conclusion d'un communiqué du Commandement des Forces Armées Populaires de Libération du Sud-Vietnam, publié sur ce sujet.

Les victoires remportées par les forces armées et la population sud-vietnamienne ces derniers jours sont de très grandes victoires sur tous les plans, ayant une signification extrêmement importante. Ces victoires ont démontré que nos forces armées et notre population sont invincibles. C'est la force de l'ardent patriotisme, de la haine profonde contre l'ennemi, la force du soulèvement d'un peuple qui a des milliers d'années d'histoire de lutte héroïque contre les envahisseurs étrangers et qui a triomphé de nombreux ennemis très féroces.

C'est la force du bloc d'union nationale. Des millions de personnes ont un seul cœur et une seule volonté. Sous la lumière glorieuse du F.N.L. et d'autres organisations patriotiques, tous s'engagent à lutter pour renverser l'ennemi commun de la nation pour le salut national.

C'est la puissance globale de la guerre du peuple, des forces armées et des forces politiques qui avec des méthodes de combat et de lutte extrêmement variées et créatrices, ont bien frappé, frappé fort et frappé partout et ont remporté les plus grandes victoires.

Ces victoires ont encore démontré que notre position déjà solide s'est consolidée davantage, que notre force déjà puissante s'est encore multipliée. Mettant

à profit leur initiative dans les combats, nos forces armées et notre population, allant toujours de l'avant, frappent sans interruption, remportent des victoires toujours plus grandes pour aboutir à la victoire totale. Déjà puissante, notre force s'est multipliée au long de la lutte, sur le plan d'organisation comme sur le plan moral. Nous sommes capables de vaincre l'ennemi dans n'importe quelle circonstance.

Ces grands succès sont encore l'effet des relations de fraternité entre le Nord et le Sud, des liaisons étroites entre le grand arrière et le grand front, tout cela est en train de se transformer en forces morales et matérielles, extrêmement grandes qui permettront de vaincre l'ennemi. Ces succès ne se sont pas non plus dissociés du soutien dévoué de nos frères et amis de par le monde, qui déploient tous leurs efforts pour nous aider et nous encourager. Ces grands succès ont encore prouvé que quoi qu'ils disposent d'une très puissante armée d'agression avec 1.200.000 hommes, quoi qu'ils appliquent les procédés les plus barbares, les plus perfides, les agresseurs U.S. sont restés incapables devant notre merveilleuse offensive. La défaite des agresseurs U.S. est indiscutable. Même s'ils s'obstinent à résister hystériquement, à augmenter leurs troupes, ils ne pourront pas remédier à leur situation lamentable, ils auront échoué infailliblement et totalement.

Du 29 Janvier au 28 Février ;
Les combattants du F. A. P. L.

- ont mis hors de combat plus de 90.000 ennemis dont plus de 20.000 américains.
- et détruit plus de 1.800 avions et 1.300 tanks et blindés,

n'a fait que montrer à quel point il était soumis à l'impérialisme américain. En multipliant les tracasseries policières contre les membres du Comité de Solidarité avec le peuple vietnamien, en mobilisant tous ses moyens de répression contre les étudiants le 17 novembre et le 10 janvier, en arrêtant et torturant un certain nombre d'entre eux, il ne fait que confirmer sa faiblesse : soutenu uniquement par l'impérialisme américain qu'il a servilement introduit en Tunisie, ayant renoncé à poursuivre le peu de réformes qu'il avait pu commencer, le pouvoir ne peut plus s'imposer que par la répression. Cela montre à quel point la lutte contre lui est justifiée.

La lutte contre l'impérialisme passe par la lutte contre le pouvoir réactionnaire tunisien.

On voit bien que l'impérialisme américain n'est pas venu en Tunisie en agresseur colonial, mais que, pacifiquement, il domine déjà très largement notre pays et qu'il essaye de le dominer encore plus : la Tunisie joue un rôle important dans sa stratégie, étant donné sa position au Nord de l'Afrique et ses liens avec le Moyen-Orient. Cette domination n'a été possible que grâce au gouvernement tunisien qui est son véritable porte parole : c'est lui qui défend les positions politiques de l'impérialisme, c'est lui qui consolide ses assises économiques, c'est lui qui réprime toute manifestation anti-impérialiste. C'est pourquoi l'impérialisme yankee peut paraître respecter la souveraineté tunisienne et n'être chez nous que pour « aider » un pays pauvre. Il ne faut pourtant pas s'y tromper : il est déjà le véritable maître de la Tunisie et, sauf inter-

vention de notre peuple, ce n'est pas une élection démocratique qui désignera le successeur de Bourguiba, mais la Maison Blanche...

Cela signifie qu'aucune réalisation sérieuse, aucun pas en avant, aucune solution aux problèmes de la Tunisie ne pourront être amorcés tant que se maintient la présence de l'impérialisme dans notre pays. Cela signifie surtout que pour tous ceux qui refusent la dépendance, qui veulent mettre fin à l'exploitation, c'est le gouvernement réactionnaire tunisien, fourrier de l'impérialisme américain qui est le principal ennemi. Tant que la bourgeoisie se maintient au pouvoir, il n'y a aucune chance que le pays soit débarrassé de la domination de l'impérialisme américain. La lutte contre la bourgeoisie et son pouvoir est donc la seule voie du combat contre l'impérialisme américain : on ne pourra chasser ce dernier qu'en abattant la première, par la révolution qui mènera le prolétariat révolutionnaire à la tête de toutes les classes exploitées du pays.

Faites un acte militant.

**Ne détruisez pas ce journal,
passez-le à un ami.**

Unissons-nous pour abattre tous les réactionnaires

Déclaration du Groupe d'Etudes
et d'Action Socialiste Tunisien
(Perspectives)

Mestiri vient de démissionner spectaculairement du gouvernement et du Destour. Tout le monde sent qu'il s'agit de quelque chose d'important qui dépasse le fait du retrait d'un homme et prend signification nationale. Dans l'atmosphère actuelle d'oppression et de révolte larvée ce geste peut valoir à son auteur un courant de sympathie venant de toutes les classes chacune l'interprétant selon ses aspirations propres.

Notre groupe tient à alerter le prolétariat, les classes opprimées et les intellectuels d'avant-garde sur la signification réelle de cette démission.

1°) Le mythe de l'unité nationale et de la stabilité du régime est définitivement enterré. Par l'éclatement au grand jour des contradictions politiques, jusqu'ici étouffées par la dictature de Bourguiba et de son régime, la lutte des classes va progressivement retrouver toute sa dynamique.

2°) La dissolution du régime, qui s'est déjà manifestée à l'occasion des différentes luttes menées publiquement par les étudiants progressistes est désormais patente : par son acte même, comme par ses déclarations sur les carences de l'État, Mestiri, l'un des piliers de cet État, a donné le coup de grâce à la façade d'homogénéité qu'on a tant faite acclamer.

3°) Mestiri est un bourgeois et un idéologue bourgeois. Il a jusqu'ici participé au pouvoir et avalisé toute sa politique anti-populaire et d'exploitation éhontée de la classe ouvrière. Aujourd'hui il prend conscience de l'échec de cette politique et de l'isolement du pouvoir, et surtout des risques de soulèvement populaires qui mettraient fin à la dictature actuelle de la bourgeoisie. Il prend ses distances à l'égard du pouvoir, dans le but de tromper les classes exploitées, de canaliser leur potentiel révolutionnaire pour sauver l'essentiel de la dictature bourgeoise.

4°) Les objectifs de Mestiri n'ont rien de différents de ceux du gouvernement dont il se sépare : création d'une bourgeoisie moyenne, industrialisation sous le mode capitaliste et la férule impérialiste. Il propose des moyens différents,

et surtout lance des mots d'ordre aptes à lui gagner le soutien de la petite bourgeoisie, urbaine et rurale, la plus directement sacrifiée par la politique actuelle.

Proletaires et semi-proletaires petits paysans, commerçants et artisans paupérisés, petits fonctionnaires et employés, intellectuels et étudiants, ne vous laissez pas duper.

Le conflit actuel est un conflit à l'intérieur de la bourgeoisie, portant sur les méthodes les plus appropriées à l'exploitation et au maintien de sa dictature.

Refusez de privilégier une fraction sur une autre. Votre intérêt est de les abattre toutes. Leur affaiblissement actuel ouvre des perspectives de lutte immenses.

A la dictature de la bourgeoisie, opposons la dictature du prolétariat.

Unissons-nous ; luttons contre les réactionnaires, tous les réactionnaires : bourgeois, propriétaires terriens, bureaucrates, etc... qu'ils soient au pouvoir ou qu'ils s'y préparent.

Vive la révolution prolétarienne. L'avenir est à nous.

Tunis, le 30 janvier 1968

A propos du départ de Mestiri

En ce début d'année 1968, Mestiri, Ministre de la Défense Nationale proposa au gouvernement une « réforme agraire » et le ralentissement du rythme des réformes de structures commerciales. Le gouvernement lui répondit sèchement non, renouvela à Ben Salah son mandat pour mener à bien la concentration capitaliste du circuit commercial et donna la STIL, société para-étatique (ou mixte), comme exemple à suivre. Mestiri fut démissionné et une partie des milieux petits bourgeois murmure maintenant que c'est un homme courageux qui a su dire tout haut ce que certains disent tout bas — selon la formule destourienne consacrée —. Après Ben Salah Masmoudi, Tlili..., la bourgeoisie tunisienne vient donc d'accoucher d'un nouvel enfant prodigue qui, bien entendu, comme les précédents, reconnaît en Bourguiba le père bien aimé, tout en se permettant de rappeler qu'il risque de mourir sous peu !

N'épiloguons pas pour savoir ce qui, dans l'évolution du rapport de force entre les différents clans de la bourgeoisie, a pu déterminer le départ de Mestiri. N'accordons pas aux mots le pouvoir magique de faire exister ce qu'ils nomment. Il serait absurde de croire que les réactionnaires subissent une mutation le jour où ils utilisent des mots d'ordre tels que « réforme agraire ». Il ne saurait être question d'apporter un « soutien critique » à une prétendue aile réformatrice qui existerait au sein du gouvernement réactionnaire par souci d'apparaître « réalistes », « positifs », ou par peur d'être appelés « dénigreur systématiques ». Dans cette affaire, le vainqueur comme le vaincu sont des ennemis irréductibles que nous devons abattre.

Essayons au contraire de voir ce qui, dans le corps social tunisien pousse les bourgeois à des discussions

aussi âpres et fixons les tâches que nous avons à assumer dans la situation actuelle.

**

La consolidation du capitalisme (1) dans les campagnes et dans les villes amène une prolétarianisation ou une semi-prolétarianisation (2) massive des petits producteurs. Cette consolidation du capitalisme ne provient ni du hasard, ni d'une volonté consciente et délibérée : elle est le résultat inéluctable de la domination de notre pays par l'impérialisme, elle ne peut que s'accroître en fonction du resserrement des liens techniques, commerciaux et financiers avec les puissances impérialistes (l'impact de l'aide de l'U.R.S.S. et des pays de l'Europe Centrale reste à étudier).

Etant donné l'importance numérique de la population des campagnes et la part de l'agriculture dans le produit national, c'est évidemment dans les campagnes que, pour la bourgeoisie au pouvoir, la question du rythme et de l'intensité de la transformation des rapports capitalistes de production se pose avec le plus

1) La société tunisienne forme un ensemble social uni sur la base du mode de production capitaliste ; bien entendu, suivant les secteurs de production et les régions, celui-ci apparaît sous des formes plus ou moins évoluées. La liquidation des institutions féodales (habous, terres collectives...) réalisée par le gouvernement bourgeois depuis l'indépendance s'est réduite pour l'essentiel à la promulgation de décrets consacrant un long processus de transformation de la propriété féodale en propriété bourgeoise.

(2) Un semi-proletaire est un travailleur petit-propiétaire qui, ne tirant pas de son capital personnel un profit suffisant est amené à vendre sa force de travail à un capitaliste.

d'acuité. Les méthodes utilisées dans les campagnes sont très variées :

- expropriation : Coopératives, Offices de mise en valeur ;
Conseil des terres collectives...
- association précaire : fermage, métayage, location de matériel agricole
- la modernisation par les mesures anti-signes extérieurs de sous développement : chèvres, pâtûres en forêts sur les chaumes, araba, haie de cactus, bonnes fontaines
- fluctuations « normales » des prix : tomates, oranges, dattes... ;
- spéculation éhontée des propriétaires (bureaucratiques, coopératifs et privés) de moyens de transport sur les denrées alimentaires principales : blé, huile...)
- séparation de l'artisanat, textile en particulier, de la production agricole : Office de l'Artisanat, grand pourvoyeur en produit de luxe du secteur de « l'industrie touristique » (les ouvrières de très bas âge sont payées entre 100 et 150 millimes par jour).

Pour étouffer les antagonismes de classes que toutes ces mesures aiguissent, le gouvernement renforce le pouvoir de répression de l'Etat au niveau régional : c'est ce qu'il appelle le développement régional intégré (U.R.D., A.D.A.) Ses agents d'exécution sont : les corps de répression spécialisés (garde nationale police armée) les agents administratifs (délégués, cadres divers) les agents du P.S.D. (chefs de cellules...) les cadres des entreprises coopératives, publiques ou mixtes (président, directeur, gérant). Par ailleurs le gouvernement fait tout son possible pour donner une assise économique plus solide aux gros et moyens propriétaires terriens et aux gros et moyens exploitants agricoles : il leur vend à des prix très bas des terres domaniales — ce qui limite dans une certaine mesure le développement du secteur coopératif capitaliste —, il leur consent en abondance prêts, subventions et conseils techniques. En retour il leur demande de l'aider à assurer l'ordre en maintenant sous une férule aussi ferme que possible les ouvriers saisonniers et les ouvriers permanents qu'ils employent. Ce n'est pas là une extrapolation tendancieuse pour bien faire comprendre que les secteurs public, coopératif et privé sont comme bonnet blanc et blanc bonnet puisqu'il y a quelques mois, consacrant un état de fait, l'administration envisageait de mettre sous la garde de chaque propriétaire un contingent d'ouvriers salariés calculé au prorata des surfaces exploitées par catégories de culture (c'est ce qu'on appelle la politique de l'emploi).

En réclamant une réforme agraire, Mestiri montre qu'il considère que toutes ces contre-mesures sont insuffisantes et qu'il a peur que la grande masse des « démunis » et des « déshérités » n'en vienne à l'assaut de l'Etat bourgeois. Il propose donc aux gros propriétaires fonciers de lâcher un peu de lest et d'aider à l'élargissement de la classe des propriétaires moyens (1) en les dotant de terres. Il propose ensuite, en bonne logique, que le drainage des produits de la

campagne vers la ville ou l'étranger reste le fait d'un assez grand nombre d'exploiteurs plutôt que d'un petit nombre. C'est le sens réel de son opposition à la poursuite des réformes des structures commerciales dans lesquelles il voit l'élimination complète d'une petite et moyenne bourgeoisie commerçante, avec pour résultat simultané la limitation du marché intérieur sur le plan économique et l'hostilité au pouvoir de couches toujours plus larges. Il oublie simplement, comme ses collègues le lui ont rappelé, que l'alliance avec les puissances impérialistes impose à la société tunisienne un fonctionnement particulier, et qu'il n'est pas possible de perdre sur deux tableaux à la fois. On doit continuer à consommer massivement les produits industriels des pays impérialistes (c'est ce qu'on appelle moderniser sans relâche) et surtout, comme « l'aide » se paye, on doit, sans même attendre d'avoir satisfait les besoins alimentaires de la population, exporter au meilleur prix et en quantité des fruits et légumes de primeur, des dattes extra, des oranges de premier choix, des vins de qualité, du blé dur, de l'huile d'olive, des tapis de haute laine... Pour cela il faut des sociétés capitalistes « rationnelles », « efficaces », « rentables » telles que la S.T.I.L. ou l'Office de l'Artisanat. La constitution d'une importante armée de réserve de travailleurs créant des conditions très favorables à une certaine industrialisation (salaires très bas) et à l'émigration des travailleurs est normale : c'est ainsi que « s'enrichit » et « se développe » la coopération avec les puissances impérialistes.

En parlant de « révolution par la loi » et de la nécessité de connaître les intentions du gouvernement, Mestiri a repris le thème favori des gros possédants tunisiens, montrant qu'il est un de leurs porte-paroles le plus authentiques. Lorsqu'il critique le fonctionnement des institutions de l'Etat, cet homme qui a toujours eu des postes-clés au sein de cet Etat, montre simplement qu'il est avant tout préoccupé d'assurer la pérennité et la stabilité de l'Etat bourgeois, instrument principal de la dictature de la bourgeoisie sur les autres classes. Les faiblesses de cet instrument, malgré tout ce que Mestiri a fait pour le renforcer, n'expriment que l'impasse dans laquelle la bourgeoisie et son pouvoir sont parvenus.

En somme, en représentant d'une des fractions de la bourgeoisie qui sent le danger de révoltes populaires, Mestiri veut essayer d'endiguer l'hostilité de la petite bourgeoisie, en lançant les mots d'ordre aptes à gagner sa sympathie. Ce faisant, il ne dit pas un mot sur l'alliance avec l'impérialisme, alors que c'est d'elle que proviennent tous les problèmes actuels : c'est que, pour Mestiri non plus, il n'est pas question de remettre en cause cette alliance. Tout au plus espère-t-il en dépit des réalités, que cette alliance peut être faite d'une autre manière, sans lier autant la Tunisie. Il ne fait en cela qu'allier à la démagogie l'étroitesse de vue de la bourgeoisie qu'il représente, montrant encore plus évidemment qu'il n'y a plus de solutions nationales bourgeoises aux problèmes de la Tunisie.

**

Voilà la situation. Quelles sont maintenant les tâches que nous devons mener à bien ? Mais d'abord qui sommes-nous ? Des révolutionnaires ? Certes mais en disant cela nous ne faisons que reconnaître la nécessité d'une révolution c'est-à-dire la démolition par la violence d'une superstructure politique surannée, l'Etat de la bourgeoisie pro-impérialiste. Il faut maintenant nous

(1) Un propriétaire moyen ou exploitant moyen, quelque soit l'étendue des terres possédées ou exploitées emploie un ou plusieurs ouvriers permanent ou saisonnier.

engager plus avant. Il faut définir précisément le contenu de la révolution : quelles classes doivent démolir l'Etat réactionnaire bourgeois ; quelle forme de nouveau pouvoir est à élaborer et comment l'élaborer.

Cette définition est dans le mot d'ordre de dictature démocratique du prolétariat et du semi-prolétariat. Ce mot d'ordre définit les classes qui, constituant l'immense majorité de la population, s'opposent de manière irréductible à la bourgeoisie réactionnaire pro-impérialiste et ont à neutraliser la plus grande partie de la petite bourgeoisie. Ce mot d'ordre définit aussi la forme du nouveau pouvoir à bâtir : une dictature réprimant par la force toute résistance de la bourgeoisie et des impérialistes ; une dictature assurant à la majorité de la population la garantie du fonctionnement démocratique de la société.

Voilà notre perspective révolutionnaire à l'étape actuelle. Voilà le chemin que nous devons prendre. Pour unir toutes les classes intéressées à la transformation révolutionnaire de la société, sous la direction du prolétariat, il nous faut formuler des mots d'ordres vraiment révolutionnaires et ne jamais verser dans des considérations opportunistes, comme modification du contenu de l'Etat par le soutien à l'aile réformiste du gouvernement réactionnaire et aux aspects positifs des rêves ou des « réalisations » de la bourgeoisie (plans, coopératives, secteur public...). Il nous faut insister sur la nécessité d'édifier un parti du prolétariat strictement indépendant : l'expérience montre en effet que sans cela la révolution ne peut être menée jusqu'au bout,

que sans cela on se met à la remorque de la bourgeoisie libérale.

Il nous faut bien comprendre qu'aujourd'hui, dans les campagnes, les luttes dispersées que mènent les prolétaires et les semi-prolétaires qui constituent la grande majorité de la population rurale, ne tendent pas à une appropriation privée de la terre et des moyens de production mais à la suppression de l'exploitation capitaliste bureaucratique, coopérative et privée. Notre agitation et notre propagande doivent aujourd'hui, si nous voulons vraiment diriger la lutte, viser à démasquer tous les exploiters, tous les spéculateurs dont le pouvoir repose sur la propriété bureaucratique coopérative et privée de la terre et des moyens de production. Notre agitation ne doit pas se développer seulement au niveau de chaque entreprise ou d'un secteur particulier (lutte économique), elle doit se développer à l'échelle régionale, la délégation, car c'est à ce niveau que les luttes se mènent, car c'est seulement de cette manière que nous pourrions unir les prolétaires et les semi-prolétaires (ouvriers saisonniers et paysans pauvres) et que nous les préparerons à diriger les prochains comités révolutionnaires de prolétaires et semi-prolétaires de la campagne.

Mestiri a peur ! Il crie en s'en allant « vive la réforme agraire » ! Mais nous savons que lui et toute la bourgeoisie pro-impérialiste sont nos ennemis. Unissons-nous pour les abattre !

Vive la dictature démocratique du prolétariat et du semi-prolétariat !

Mestiri et le courage

Lorsque nous avons diffusé à plusieurs centaines d'exemplaires notre déclaration à propos de la démission de Mestiri, il s'est trouvé un certain nombre de gens qui n'ont pas approuvé son contenu. Pour eux le geste de Mestiri paraît positif parce que essentiellement il prouve le courage de l'homme et affaiblit le gouvernement.

Nous répondons successivement aux deux arguments.

1) Le courage de l'homme :

On dit d'un homme qu'il est courageux quand il est « ferme devant le péril » note le Larousse. De fait il y a péril en Tunisie dans la mesure où le gouvernement en place et la bourgeoisie qu'il représente voient de plus en plus leurs beaux projets avorter et leurs illusions s'éteindre. La colère gronde un peu partout dans le pays et les actions d'éclat entreprises avec toujours plus de détermination par les étudiants donnent de « mauvaises idées » à toujours plus de gens.

C'est à un moment aussi difficile pour lui et ses amis que Mestiri abandonne et déclare forfait. Les éditorialistes des journaux officiels et officieux ainsi que les chroniqueurs de la radio ne s'y trompent pas quand ils ont retenu du « geste » ce qu'il a de plus vrai : la lâcheté. Nous les approuvons volontiers.

D'autre part Mestiri est souvent présenté comme militant intègre et honnête, épris de justice et de liberté.

Que l'on se rappelle :

— Il y a douze ans que Mestiri participe au pouvoir soit en tant que Secrétaire d'Etat, soit en tant qu'Ambassadeur et Ambassadeur accrédité auprès de quels pays à quelles époques ! (Egypte, U.R.S.S., Algérie). Les réformes de structures qu'il ne goûte pas aujourd'hui, les lois inappliquées sinon inexistantes qu'il

dénonce, l'omnipotence d'un homme qu'il déplore et autres fadaïses qu'il raconte, tout le monde sait qu'elles ne datent pas d'aujourd'hui et ne sont pas le fait du hasard. Pourquoi dès lors Mestiri ne les a-t-il pas offusquées plus tôt ? Pourquoi ne les a-t-il pas dénoncées plus tôt ? Pour nous la réponse est claire : avant il jouissait du pouvoir sans peur, aujourd'hui il a peur et préfère s'en aller.

— Les deux actes d'arbitraire les plus flagrants et les plus révoltants qu'ait accomplis le régime ces dernières années sont d'une part l'encasernement de cinq étudiants pendant 14 mois (au lieu de 12 que dure normalement le service militaire) à la suite des événements du 15 décembre 1966 et d'autre part et surtout la condamnation de Ben Jennet à vingt ans de travaux forcés pour avoir crié « à bas l'impérialisme américain », « Vive la juste cause des palestiniens arabes » lors des manifestations du 5 juin 1967.

Si Mestiri oublie, qu'il se rappelle : il était S.E. à la Défense quand les cinq camarades ont été encasernés ; le tribunal qui a jugé Ben Jennet était un tribunal militaire. Où était son courage en ce moment-là ? Rien, sinon préparer et armer ses troupes toujours plus pour réprimer toujours mieux.

— Mestiri autant que l'on sache est ami de Masmoudi. Or qu'a-t-il fait sinon rééditer ce que ce dernier a déjà fait il y a longtemps. Ce qui était comédie est réédité en farce, voilà tout. Il rentrera en hibernation pour une période plus ou moins longue, il aura des activités plus ou moins douteuses, il s'agitiera plus ou moins bien, puis un jour lui aussi las de tout cela, languissant la « famille » il écrira sa lettre, demandera le pardon du « Pater » et s'embarquera encore une fois

sur la galère, plus piteux et plus misérable que jamais... A moins que d'ici là les temps auront changé et qu'il ne trouvera plus ni maître, ni galère.

Pour notre part nous nous y employons et nous nous y emploierons toujours plus fermes. Les philistins et les bourgeois hypocrites ne trouveront aucun égard à nos yeux. Jamais nous n'accepterons qu'ils détournent à leur profit le mécontentement légitime de notre peuple.

— Pour finir avec le courage, le bon sens veut que l'on n'est courageux que lorsque l'acte que l'on accomplit entraîne des sacrifices. Or croit-on que Mestiri en ait consenti un tant soit peu ? Il est toujours en liberté ; il reçoit tous ses amis, ministres compris ; il mange crassement, s'habille chaudement, et habite bourgeoisement. Le pouvoir ne désespère pas de le récupérer et ne cesse de lui envoyer des émissaires. Pour lui c'est tout au plus un congé non payé. Mais qu'importe, le passé compense le présent et comme dit le dicton populaire : « Lorsque la brebis bêle, les agnelets reconnaissent la voix et rappliquent ».

Non Mestiri n'est pas courageux. Le courage c'est Ben Jennet qui le représente et derrière lui l'ensemble des militants qui le soutiennent toujours prêts à faire autant sinon mieux que lui.

2) La démission de Mestiri affaiblit le gouvernement :

Nous ne doutons pas une seconde de la justesse de l'affirmation. Les deux premiers points de notre déclaration, incluse dans ce numéro, l'expliquent clairement.

Néanmoins deux vérités ne sont pas aussi à oublier :

— Pour ce qui nous concerne nous n'avons pas attendu cette démission pour voir que le régime s'affaiblit et le dire. L'éditorial du n° 16 de « Perspectives Tunisiennes » en fait foi. Plutôt que d'inverser les choses nous pensons qu'il est plus juste de dire que c'est parce qu'il s'est rendu compte effectivement que le régime s'affaiblissait que Mestiri a préféré s'en éloigner, non le contraire. Qu'avec cela, sa propre démission aggrave la faiblesse et la révèle plus publiquement, voilà qui n'est point contestable.

— Ce qui a affaibli le pouvoir c'est d'abord sa propre politique anti-populaire et d'exploitation éhontée de la classe ouvrière. Mais ce qui a rendu cette faiblesse visible, ce sont les différentes actions entreprises depuis l'année dernière par la gauche révolutionnaire à l'Université particulièrement, qui ont d'une part aliéné au régime ce qu'il considère comme son épine dorsale : les cadres, et d'autre part et surtout, encouragé l'ensemble des classes exploitées à réagir, en murmurant dans un premier temps, en sabotant ensuite, et certainement un jour à déclarer la révolte ouverte.

Ne nous laissons donc pas mystifier. Nous sommes pour beaucoup dans la démission de Mestiri. Nous pouvons être pour beaucoup dans la chute de ce régime dans son ensemble. Armons-nous de courage et de résolution. Osons lutter, osons vaincre. Là est l'essentiel, tout le reste est bavardage vain et inutile.

«Le Monde», «Jeune Afrique»... Information ou déformation

L'opinion internationale, trompée par la propagande du régime et des journalistes étrangers à ses gages, peut croire quelquefois à la stabilité du régime tunisien et à la « démocratie directe » qui règnerait dans notre pays. D'autant plus que le pseudo-objectif quotidien français, « Le Monde », ne rate aucune occasion de faire l'apologie de Bourguiba. Il faut dire que ce dernier, pour tous les occidentaux qui souhaitent la victoire d'Israël, est une carte particulièrement intéressante. Au point qu'ils en oublient toute objectivité et qu'il ne retiennent de l'opposition à la visite de Humphrey qu'un prétendu « tract » nationaliste arabe qui n'a en réalité atteint que les agences d'information. L'agitation réelle des étudiants, les appels diffusés par notre Groupe ou par les étudiants progressistes, la mobilisation de l'appareil de répression, les arrestations, les atteintes quotidiennes à la liberté de ceux qui s'opposent à l'impérialisme, « Le Monde » n'en souffle pas mot. Pas plus d'ailleurs que « Jeune Afrique » dont le directeur, Ben Yahmed, se dit membre du Comité Tunisien de Solidarité avec le Peuple Vietnamien,

comité dont tous les membres, sauf lui, sont soumis à une surveillance continue et des plus indiscrettes : escortes dans tous les déplacements, si petits qu'ils soient, interrogatoire des concierges des immeubles, questions à tous ceux qui entrent, voire même fouille des poubelles, tables d'écoute branchées sur le téléphone, etc... C'est cela, la réalité de la Tunisie et si on ne la dit pas, comme cela devrait être le véritable souci d'un organe d'information, on ne peut plus expliquer correctement des événements comme la démission de Mestiri et on est contraint de faire appel à des explications d'ordre caractériel ou psychologique comme l'a fait « Le Monde ».

Quant à nous, c'est avant tout sur nos propres forces que nous comptons. Nous souhaiterions bien sûr que l'opinion soit mieux informée sur la véritable situation en Tunisie. Mais nous ne pouvons pallier les carences de leurs organes d'information, tout au plus pouvons-nous les dénoncer en espérant que leurs lecteurs seront plus exigeants...

Encore ce Ministre de l'Education Nationale !

Décidément, Monsieur Messadi, actuel Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale, a complètement enterré son passé de syndicaliste, voire même d'intellectuel, pour se consacrer à une tâche unique, la flicailleterie, la répression ! Depuis notre dernier numéro, il s'est encore illustré par au moins deux nouvelles atteintes au droit des Enseignants et Chercheurs, sans parler

des pressions de la Police qu'il continue à répercuter contre les Universitaires progressistes.

Il faut d'abord parler de la nouvelle affaire du CERES (la question de la Section de Linguistique est toujours posée) : Madame Chouikha, membre de la Section de Sociologie du CERES, qui prépare une thèse sur la sociologie de l'enseignement primaire en

Tunisie, a fait une communication sur l'enseignement primaire dans un séminaire international de sociologie qui s'est tenu à Hammamet du 20 au 23 novembre dernier. Cette communication, dont le contenu ne dépasse pas quelques observations scientifiques sur le niveau des maîtres et la conception de l'enseignement, n'eut pas l'heur de plaire au Ministre. C'est son droit et l'on aurait parfaitement compris qu'il adressât une lettre à l'intéressée pour lui demander, le cas échéant, de rectifier des renseignements discutables. Il faut croire que tout était juste car M. Messadi, non seulement n'a pas été capable de proposer d'autres chiffres, mais a même tenté de faire pression sur Madame Chouikha, lui laissant entendre que, étant psychologue, elle ferait mieux de renoncer à ce travail de sociologie... En même temps, il faisait annoncer au Directeur du CERES, M. Ayari, qui assure l'intérim du pro-recteur, que Madame Chouikha devait quitter ce Centre de Recherches et gagner un Centre Psycho-Pédagogique où l'on serait sûr qu'elle ne pourrait continuer son travail, ni surtout le rendre public. Devant cette nouvelle atteinte aux droits élémentaires de la recherche, tous les chercheurs du CERES ont signé une pétition demandant au Directeur de les réunir et de jouer son rôle de garant de la liberté de recherche. Non seulement M. Ayari n'a pas convoqué d'Assemblée Générale, mais encore, demeurant dans une position très évasive sur le fond du problème, il a refusé de recevoir la pétition des chercheurs. Madame Chouikha, après la Section

de Linguistique, est donc au CERES de façon précaire et quasi clandestine. Tout cela parce qu'un travail scientifique ne pourra jamais être le panégyrique d'une politique d'enseignement de classe !

Par ailleurs, le Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale — ne faudrait-il pas dire à « l'obscurantisme » — a établi une « liste noire » de gens à qui il faut refuser, non seulement tout travail, mais aussi et surtout toute inscription comme étudiant à l'Université : il s'agit de normaliens que l'on veut empêcher de poursuivre des études supérieures... et de Salah Zeghidi, considéré comme un étudiant subversif. Passons sur le caractère politique de la mesure contre Zeghidi : nous savions que M. Messadi était un auxiliaire zélé de la Sûreté Nationale. Mais pour ce qui est des normaliens, il nous faut proclamer que cette mesure montre bien l'hypocrisie du gouvernement réactionnaire tunisien : il crie que son enseignement est démocratique et que tout le monde peut accéder à l'Université ; mais dans les faits, les normaliens, qui se recrutent sur la base exclusive de l'âge « avancé » en première année du Secondaire, donc qui proviennent nécessairement des milieux les plus démunis, se voient interdire toute possibilité de promotion. Le seul avenir que leur autorise M. Messadi est d'être instituteurs, même s'ils ont des aptitudes à aller plus loin. Le masque tombe et le caractère réactionnaire du pouvoir et de son ministre de l'Education Nationale se révèle de plus en plus.

Les étudiants tunisiens solidaires de la lutte de leurs camarades algériens

Les camarades étudiants algériens répondent encore une fois aux provocations des autorités d'Alger. Leur riposte est énergique. Le 2 février à l'appel du Comité de section d'Alger et du Comité exécutif de l'U.N.E.A., les étudiants se rassemblent à l'Université et observent une grève générale des cours pour dire non au « Syndicat Kaid-Ahmed », non aux différents chantages dont on les menace : suppression des bourses, exclusion des Facultés, etc...

La police envahit l'Université, brutalise les étudiants et arrête plusieurs dizaines d'entre eux.

Les étudiants d'Alger, plus que jamais décidés à résister à la répression, organisent des Comités de grève dans les Facultés, écoles et cités.

La grève se poursuit. Le 6 février, les étudiants et lycéens descendent par milliers dans les rues pour exiger la libération de tous leurs camarades arrêtés, l'arrêt des poursuites policières contre les membres du C.S. d'Alger, le respect des franchises universitaires et des libertés syndicales. Ce sont les C.N.S. (l'équivalent de nos gardes nationaux) qui interviennent avec une sauvagerie inouïe : 300 arrestations, plusieurs lycéens blessés dont certains gravement. Pour s'emparer des étudiants enfermés dans l'Université, les policiers ont littéralement saccagé des amphithéâtres, enfonçant les portes, brisant les vitres et les fenêtres.

Tous ces événements ne sont pas sans rappeler les journées de décembre 1966 pendant lesquelles la police et la garde nationale ont accompli leur triste besogne. La similitude dans les méthodes de répression ne s'arrête pas là. Hier Bourguiba avait réussi à duper des

dockers, chose qui fut sans lendemain, en les dressant contre les étudiants. Boumedienne aujourd'hui fait embarquer des chômeurs, pris dans les centres d'embauches et les fait amener à l'Université. Là on leur montre les étudiants. Mêmes procédés, mêmes arguments : les étudiants « sont la cause de leur misère », « refusent d'étudier alors qu'ils perçoivent » des bourses, etc... Mais leur opération se solde par un échec.

Ces événements nous rappellent trop ce que nous avons connu à Tunis, pour que nous n'exprimions pas notre solidarité totale avec les camarades algériens. Cette solidarité s'est déjà manifestée le 8 février au cours du grand meeting organisé par la section de Paris de l'UNEA au foyer de l'A.E.M.N.A., auquel nous primes part à côté des organisations estudiantines : UNEF, FEANF, UNEM, AEMNA, etc... Les camarades étudiants à Tunis ont exprimé aussi avec beaucoup de force leur solidarité agissante, au cours des A.G. de Corps qu'ils ont réussi à convoquer malgré les manœuvres et les fuites des responsables de la direction fantoche de l'UGET.

Plusieurs camarades algériens sont encore arrêtés. En Tunisie, Mohamed Ben Jennet est au bain depuis le 31 juillet 67 pour son comportement digne et courageux lors des manifestations du 5 juin contre les Ambassades anglaise et américaine et contre le Centre Culturel Américain. Comme nos camarades algériens, nous sommes de plus en plus convaincus que notre détermination et notre tenacité dans la lutte contre la répression et l'arbitraire sont les seuls garants de nos droits et de notre sécurité.

Poèmes d'Etudiants

A toutes les mères de jeunes combattants

O mère ! ne pleure pas ton fils,
Car ton fils ne connaît pas les pleurs
Ses geoliers sont là, ils frappent en chœur,
Ils l'injurient, ils t'insultent
Ils fouettent, ils bastonnent
Mais ton fils à sa foi se cramponne
Et il ne pleure pas.

Te rappelles-tu, mère,
Quand ils venaient m'arrêter,
Gestapo ressuscitée !
Tu me disais, en ton langage,
« Les prophètes avaient pour arme leur courage »
Crois-tu alors qu'ils arrivent
A me faire pleurer ?

Mais si de ton fils tu ne supportes la perte
Et qu'il ne te reste que le souvenir de sa voix
Regarde autour de toi
Des milliers de jeunes, radieux dans leur combat
Ceux-là aussi sont tes fils, mes frères
Ils peupleront ton cœur
Ils sècheront tes pleurs.

Que
peut
faire
l'oppression ?

On torture, on bastonne, on nous crache au visage
On nous tord les mains et les cous sans pitié ni relâche
On dénigre avec humour, mais on insulte des images
Les garçons sont des bougres et les filles sont des
vaches
Mais que peut faire l'oppression ?

La torture n'apporte rien sauf couler nos larmes
S'agit-il d'une faiblesse ou d'un acte de sagesse
La vérité est loin de là, car les coups ne sont pas
des caresses
Le pleur n'est qu'un réflexe qui interrompt notre
larme
Alors à quoi sert l'oppression ?

Dénigrer avec humour n'apporte plus de résultat
On accepte tout langage de tortionnaire gros et gras
On souffre plus on pleure plus on se fout des
matraques
Le peuple a dit Halte à ce comédien cardiaque
Tous unis et solidaires Tout le monde le profère
Tout le monde conscient
Voilà ce qu'apporte l'oppression.